**Parlement européen**
2024-2029

*Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures*

**2025/2080(INL)**

26.9.2025

# AVIS

de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

à l'intention de la commission de l'emploi et des affaires sociales

La numérisation, l'intelligence artificielle et la gestion algorithmique au travail – Façonner l'avenir du travail
(2025/2080(INL))

Rapporteure pour avis: Jadwiga Wiśniewska

(Initiative – article 47 du règlement intérieur)

## AMENDEMENTS

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures présente à la commission de l'emploi et des affaires sociales, compétente au fond, ce qui suit:

**Amendement 1**
**Proposition de résolution**
**Visa 16**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| – vu le rapport final de l'étude exploratoire commandée par la Commission européenne sur le contexte, les défis, les opportunités et les tendances en matière de gestion algorithmique (VT-2022-035), | *(Ne concerne pas la version française.)* |

**Amendement 2**
**Proposition de résolution**
**Considérant A**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| A. considérant que la transition numérique induite par la numérisation, l'automatisation et l'intelligence artificielle (IA) bouleverse en profondeur les marchés du travail, entraînant la disparition de certains emplois et l'émergence de nouveaux, et modifie la nature des tâches dans les emplois existants, ce qui nécessite une adaptation continue des entreprises et des travailleurs; | A. considérant que la transition numérique induite par la numérisation, l'automatisation et l'intelligence artificielle (IA) bouleverse en profondeur les marchés du travail, entraînant la disparition de certains emplois et l'émergence de nouveaux, et modifie la nature des tâches dans les emplois existants, ce qui nécessite une adaptation continue des entreprises et des travailleurs***, notamment dans différents secteurs où ces évolutions ont une incidence sur la manière dont les emplois sont créés, distribués et préservés***; |

**Amendement 3**
**Proposition de résolution**
**Considérant A bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|

***A bis. considérant que le règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 (règlement sur l'intelligence artificielle)[1 bis] établit un cadre juridique uniforme, notamment pour le développement, la mise sur le marché, la mise en service et l'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle (systèmes d'IA) dans l'Union, et traite des principaux risques liés à ces systèmes d'IA;***

---

***[1a] Règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle et modifiant les règlements (CE) nº 300/2008, (UE) nº 167/2013, (UE) nº 168/2013, (UE) 2018/858, (UE) 2018/1139 et (UE) 2019/2144 et les directives 2014/90/UE, (UE) 2016/797 et (UE) 2020/1828 (règlement sur l'intelligence artificielle) (JO L, 2024/1689, 12.7.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2024/1689/oj ).***

**Amendement 4**
**Proposition de résolution**
**Considérant B**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| B. considérant que la transition numérique dans le monde du travail devrait être conduite de manière à renforcer la productivité, l'innovation et la compétitivité de l'économie européenne et du marché commun; que cette transition doit dans le même temps respecter les principes du progrès social, afin de contribuer à l'amélioration des conditions de travail, à un emploi de qualité et au bien-être de tous les travailleurs; | B. considérant que la transition numérique dans le monde du travail devrait être conduite de manière à renforcer la productivité, l'innovation et la compétitivité de l'économie européenne et du marché commun***, tout en évitant de faire peser, par une réglementation excessive, une charge excessive sur les entreprises***; que cette transition doit dans le même temps respecter les principes du progrès social, afin de contribuer à l'amélioration des conditions de travail, à un emploi de qualité et au bien-être de tous les travailleurs ***au regard des droits*** |

| | |
|---|---|
| | ***fondamentaux, notamment la liberté d'association, le droit de négociation et d'action collectives ou le droit à l'information et à la consultation, tels que définis par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne***; |

**Amendement 5**
**Proposition de résolution**
**Considérant C bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***C bis. considérant que la compétitivité à long terme, l'autonomie stratégique et la cyberrésilience de l'Europe dépendent de la capacité à développer et à déployer à grande échelle des technologies essentielles au sein de l'Union, notamment l'IA, l'informatique en nuage, les semi-conducteurs et la connectivité sécurisée;*** |

**Amendement 6**
**Proposition de résolution**
**Considérant D**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| D. considérant que l'intégration rapide des systèmes d'IA s'effectue sans offrir une formation adéquate aux salariés, seuls 15 % des travailleurs ayant bénéficié d'une formation en la matière en 2023, tandis que 42 % des travailleurs reconnaissent la nécessité de renforcer leurs compétences liées à l'IA et 61 % anticipent l'émergence de nouvelles exigences en matière de compétences au cours des cinq prochaines années; que ce sont les personnes qui ont le plus besoin d'une formation aux compétences numériques qui sont les moins susceptibles d'en bénéficier[7]; | D. considérant que l'intégration rapide des systèmes d'IA s'effectue ***parfois*** sans offrir une formation adéquate aux salariés, seuls 15 % des travailleurs ayant bénéficié d'une formation en la matière en 2023, tandis que 42 % des travailleurs reconnaissent la nécessité de renforcer leurs compétences liées à l'IA et 61 % anticipent l'émergence de nouvelles exigences en matière de compétences au cours des cinq prochaines années; que ce sont les personnes qui ont le plus besoin d'une formation aux compétences numériques qui sont les moins susceptibles d'en bénéficier[7]; ***que la formation devrait inclure le renforcement des compétences, la reconversion professionnelle et le*** |

***développement de nouvelles compétences;***

7 https://www.cedefop.europa.eu/en/publications/9201

7 https://www.cedefop.europa.eu/en/publications/9201

**Amendement 7**
**Proposition de résolution**
**Considérant E**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| E. considérant que les systèmes éducatifs, y compris du secteur de ***l'EFP***, doivent impérativement s'adapter de manière à doter les apprenants des compétences nécessaires pour s'épanouir dans une société compétitive, numérique et technologiquement avancée; | E. considérant que les systèmes éducatifs, y compris du secteur de ***l'enseignement et de la formation professionnels (EFP)***, doivent impérativement s'adapter de manière à doter les apprenants des compétences nécessaires pour s'épanouir dans une société compétitive, numérique et technologiquement avancée; |

**Amendement 8**
**Proposition de résolution**
**Considérant F**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| F. considérant que l'IA et la gestion algorithmique offrent de nombreuses possibilités d'optimisation du travail, d'amélioration de la santé et de la sécurité au travail ainsi que de hausse de la satisfaction des travailleurs, mais présentent également ***certains*** risques; que le recours à l'IA et à la gestion algorithmique peut réduire les tâches fastidieuses et la charge de travail globale, améliorer la répartition des tâches et la productivité, prévenir les risques professionnels et entraîner des réductions de coûts; | F. considérant que l'IA et la gestion algorithmique offrent de nombreuses possibilités d'optimisation du travail, d'amélioration de la santé et de la sécurité au travail ainsi que de hausse de la satisfaction des travailleurs, mais présentent également ***des*** risques ***significatifs***; que le recours à l'IA et à la gestion algorithmique peut réduire les tâches fastidieuses et la charge de travail globale, améliorer la répartition des tâches et la productivité, prévenir les risques professionnels et entraîner des réductions de coûts; |

**Amendement 9**

**Proposition de résolution**
**Considérant G**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| G. considérant qu'il est ***important*** de s'attaquer aux risques professionnels découlant de l'IA et de la gestion algorithmique, tels que les contraintes de temps et les exigences de rendement, l'intensification du travail, le suivi et la surveillance, ***ainsi que*** l'isolement social ***et le*** stress; | G. considérant qu'il est ***impératif*** de s'attaquer aux risques professionnels ***pour les droits fondamentaux*** découlant de l'IA et de la gestion algorithmique, tels que les contraintes de temps et les exigences de rendement, l'intensification du travail, ***la discrimination,*** le suivi et la surveillance***, qui conduisent à*** l'isolement social***, à de graves problèmes de santé mentale et au*** stress***, et peuvent avoir des incidences sur les compétences cognitives***; |

**Amendement 10**
**Proposition de résolution**
**Considérant G bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***G bis. considérant que les systèmes d'IA utilisés pour des questions liées à l'emploi, à la gestion de la main-d'œuvre et à l'accès à l'emploi indépendant, en particulier pour le recrutement et la sélection de personnes, pour la prise de décisions concernant les conditions des relations professionnelles ainsi que la promotion et la résiliation des relations professionnelles contractuelles, pour l'attribution de tâches fondée sur le comportement individuel, les traits de personnalité ou les caractéristiques personnelles et pour le suivi ou l'évaluation des personnes dans le cadre de relations professionnelles contractuelles, sont considérés comme des systèmes d'IA à haut risque par le règlement (UE) 2024/1689, ce qui implique des obligations spécifiques à leur égard;*** |

**Amendement 11**
**Proposition de résolution**

**Considérant H**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| H. considérant que le déploiement de systèmes d'IA et de gestion algorithmique au travail implique la collecte et le traitement d'un grand nombre de données concernant les salariés, ce qui ***peut susciter des*** inquiétudes quant à la protection des données et à la vie privée et nécessite une gestion vigilante; | H. considérant que le déploiement de systèmes d'IA et de gestion algorithmique au travail implique la collecte et le traitement d'un grand nombre de données concernant les salariés, ce qui ***suscite de sérieuses*** inquiétudes quant ***au respect du droit*** à la protection des données et à la vie privée ***ainsi que d'autres droits consacrés par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,*** et nécessite une gestion vigilante; |

**Amendement 12**
**Proposition de résolution**
**Considérant H bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***H bis. considérant que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données)[1a] établit des règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel;*** |
| | ***[1a] Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (JO L 119 du 4.5.2016, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2016/679/oj).*** |

**Amendement 13**
**Proposition de résolution**
**Considérant K bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***K bis. considérant que les systèmes de gestion algorithmique exacerbent souvent les asymétries structurelles entre les travailleurs et les employeurs, en particulier dans le cas du travail via une plateforme et des emplois précaires; que l'opacité des systèmes d'IA renforce le contrôle potentiel des dirigeants tout en réduisant l'autonomie des travailleurs et leur accès à des voies de recours;*** |

**Amendement 14**
**Proposition de résolution**
**Considérant L bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***L bis. considérant que le recours accru à l'IA et aux systèmes algorithmiques dans le contexte de l'emploi présente des risques importants pour les droits fondamentaux des travailleurs, notamment les droits à la dignité, à la vie privée, à la protection des données, à la non-discrimination et à la liberté d'association, tels que protégés par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne;*** |

**Amendement 15**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 1**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. souligne que toute nouvelle technologie doit être déployée et utilisée dans le but général de servir l'humain et doit être supervisée par des personnes conformément au principe indiscutable du «contrôle humain»; | 1. souligne que toute nouvelle technologie ***au travail*** doit être déployée et utilisée dans le but général de servir l'humain***, en particulier les travailleurs,*** et doit être supervisée par des personnes conformément au principe indiscutable du «contrôle humain»; |

**Amendement 16**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1* bis*.*** ***rappelle que la protection des données à caractère personnel, en ce compris celles des travailleurs, est un droit fondamental qui doit être respecté dans toutes les utilisations de systèmes numériques et algorithmiques au travail; insiste sur le fait que l'utilisation de systèmes algorithmiques au travail doit respecter pleinement les droits des travailleurs à la vie privée et à la protection des données, conformément au règlement (UE) 2016/679;*** |

**Amendement 17**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 1 ter (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 ter.*** ***met en exergue l'importance stratégique de l'intelligence artificielle et de la transition numérique pour l'avenir du marché du travail et la compétitivité de l'Union européenne;*** |

**Amendement 18**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 2**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. met en avant le fait que les nouvelles technologies sur le lieu de travail peuvent procurer un avantage concurrentiel et qu'il est prouvé qu'elles apportent de meilleurs rendements aux entreprises qui les utilisent; souligne à cet égard que les entreprises devraient être encouragées à intégrer ces technologies de manière responsable et transparente; fait ressortir que l'utilisation de ces technologies au | 2. met en avant le fait que les nouvelles technologies sur le lieu de travail peuvent procurer un avantage concurrentiel et qu'il est prouvé qu'elles apportent de meilleurs rendements aux entreprises qui les utilisent; souligne à cet égard que les entreprises devraient être encouragées à intégrer ces technologies ***en consultation avec les représentants des travailleurs et*** de manière responsable et transparente; fait |

| | |
|---|---|
| travail devrait faire l'objet d'un contrôle minutieux plutôt que de restrictions***, et insiste à cet égard sur*** la nécessité ***d'un cadre réglementaire clair qui garantisse une concurrence loyale et évite*** la fragmentation du marché unique; | ressortir que l'utilisation de ces technologies au travail devrait faire l'objet d'un contrôle minutieux plutôt que de restrictions***; insiste sur*** la nécessité ***d'éviter*** la fragmentation du marché unique; |

**Amendement 19**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 4**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. se félicite de l'initiative intitulée «L'union des compétences»; invite la Commission à veiller à ce que la feuille de route pour des emplois de qualité, dont la présentation est attendue, mette pleinement en évidence la nécessité du perfectionnement continu, de la reconversion et des formations internes en matière d'IA et de gestion algorithmique; souligne qu'il y a lieu d'appuyer comme il se doit toutes les initiatives pertinentes visant à soutenir les travailleurs et les entreprises dans cette transition, y compris au moyen de ressources financières suffisantes au niveau de l'Union et au niveau national; | 4. se félicite de l'initiative intitulée «L'union des compétences»; invite la Commission à veiller à ce que la feuille de route pour des emplois de qualité, dont la présentation est attendue, mette pleinement en évidence la nécessité du perfectionnement continu, de la reconversion et des formations internes en matière d'IA et de gestion algorithmique; souligne qu'il y a lieu d'appuyer comme il se doit toutes les initiatives pertinentes visant à soutenir les travailleurs et les entreprises dans cette transition, y compris au moyen ***d'investissements ciblés dans des écosystèmes souverains européens en matière d'IA, des infrastructures numériques sécurisées et des programmes d'innovation à forte intensité de compétences, ainsi qu'au moyen*** de ressources financières suffisantes au niveau de l'Union et au niveau national; ***insiste sur la nécessité de répondre aux menaces que l'IA fait peser sur certaines professions, afin de préserver la diversité;*** |

**Amendement 20**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 7**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 7. s'inquiète du fait que l'utilisation de l'IA et des systèmes de gestion algorithmique ***contribue*** à ***la suppression*** | 7. s'inquiète du fait que l'utilisation de l'IA et des systèmes de gestion algorithmique ***au travail conduise*** à |

| | |
|---|---|
| ***progressive des emplois au bas de l'échelle, qui constituent traditionnellement un point d'accès essentiel au marché du travail***; souligne que cette tendance risque de toucher surtout les jeunes et les primo-demandeurs d'emploi; invite dès lors la Commission et les États membres à prendre les devants pour veiller à ce que les jeunes qui entrent sur le marché du travail bénéficient d'un soutien adéquat et de possibilités d'emploi intéressantes dans l'économie numérique en mutation; | ***l'automatisation de certains emplois dans des secteurs entiers et à la redéfinition de nombreux rôles***; souligne que cette tendance risque de toucher surtout les jeunes et les primo-demandeurs d'emploi***, ainsi que les personnes qui exercent des professions particulièrement fragilisées par l'IA***; invite dès lors la Commission et les États membres à prendre les devants pour veiller à ce que les jeunes qui entrent sur le marché du travail bénéficient d'un soutien adéquat et de possibilités d'emploi intéressantes dans l'économie numérique en mutation; |

**Amendement 21**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 8**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 8. souligne que l'utilisation croissante des technologies numériques au travail, y compris des outils permettant une connexion permanente ainsi qu'un suivi et une surveillance en temps réel, présente de nombreux risques pour la santé mentale des travailleurs en brouillant la frontière entre vie professionnelle et vie privée; insiste sur le fait que de telles évolutions peuvent entraîner un stress excessif lié au travail, un épuisement professionnel, une détérioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et un sentiment croissant d'isolement social; | 8. souligne que l'utilisation croissante des technologies numériques au travail, y compris des outils permettant une connexion permanente ainsi qu'un suivi et une surveillance en temps réel, présente de nombreux risques pour la santé mentale des travailleurs en brouillant la frontière entre vie professionnelle et vie privée***, ainsi que des risques importants pour le respect des droits fondamentaux***; insiste sur le fait que de telles évolutions peuvent entraîner un stress excessif lié au travail, un épuisement professionnel, une détérioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et un sentiment croissant d'isolement social; ***rappelle la nécessité de promouvoir le développement et l'utilisation d'une IA digne de confiance, sécurisée, fiable et centrée sur l'humain dans le monde du travail;*** |

**Amendement 22**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 8 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***8 bis. invite les États membres et la Commission à veiller à ce que le déploiement de systèmes algorithmiques au travail privilégie l'utilisation de technologies développées, entraînées et hébergées au sein de l'Union, afin de préserver les droits fondamentaux, la protection des données, la cybersécurité et l'autonomie stratégique;*** |

**Amendement 23**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 9**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 9. reconnaît que la gestion algorithmique peut accroître les exigences de rendement, exposant les travailleurs à des risques graves pour leur santé et leur sécurité, notamment des troubles musculo-squelettiques et cardiovasculaires ou l'épuisement, et peut les amener à négliger ou à ignorer les signaux d'alerte, ce qui accroît considérablement le risque d'accidents du travail; | 9. reconnaît que la gestion algorithmique ***au travail*** peut accroître les exigences de rendement, exposant les travailleurs à des risques graves pour leur santé et leur sécurité, notamment des troubles musculo-squelettiques et cardiovasculaires ou l'épuisement, et peut les amener à négliger ou à ignorer les signaux d'alerte, ce qui accroît considérablement le risque d'accidents du travail; |

**Amendement 24**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 10**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 10. souligne que ces risques devraient être pris en compte de manière globale ***et*** que tout nouveau déploiement ou tout changement important d'outils d'IA ou de systèmes de gestion algorithmique sur le lieu de travail devrait faire l'objet ***d'une évaluation*** en matière de santé et de sécurité et d'un suivi continu; encourage les États membres, en coopération avec les partenaires sociaux, à élaborer des | 10. souligne que ces risques devraient être pris en compte de manière globale***,*** que tout nouveau déploiement ou tout changement important d'outils d'IA ou de systèmes de gestion algorithmique sur le lieu de travail devrait faire l'objet ***d'évaluations*** en matière de santé et de sécurité et d'un suivi continu***, et que les systèmes d'IA devraient faire l'objet d'analyses d'impact sur les droits*** |

orientations sectorielles sur le déploiement responsable de l'IA dans le monde du travail et à échanger les bonnes pratiques;

***fondamentaux conformément au règlement sur l'intelligence artificielle***; encourage les États membres, en coopération avec les partenaires sociaux, à élaborer des orientations sectorielles sur le déploiement responsable de l'IA dans le monde du travail et à échanger les bonnes pratiques;

**Amendement 25**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 12**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 12. met en exergue la nécessité ***d'une*** répartition claire des responsabilités de surveillance dans la structure organisationnelle souvent complexe des lieux de travail, qui garantira l'obligation de rendre des comptes, facilitera une surveillance humaine efficace et permettra aux travailleurs d'identifier le point de contact humain en cas de doute, de problème ou de nécessité de clarification; | 12. met en exergue la nécessité ***d'assurer la transparence des processus de gestion algorithmique, souvent opaques, et une*** répartition claire des responsabilités de surveillance dans la structure organisationnelle souvent complexe des lieux de travail, qui garantira l'obligation de rendre des comptes, facilitera une surveillance humaine efficace et permettra aux travailleurs d'identifier le point de contact humain en cas de doute, de problème ou de nécessité de clarification; |

**Amendement 26**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 13**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 13. souligne que les personnes handicapées, les travailleurs âgés ***et*** les personnes vulnérables peuvent se heurter à des difficultés particulières pour s'adapter aux nouvelles technologies dans le monde du travail; invite dès lors la Commission et les États membres à mettre en place des mesures de soutien inclusives et adaptées en vue d'accroître leur participation au marché du travail et de veiller à ce que chacun bénéficie des progrès technologiques; | 13. souligne que les personnes handicapées, les travailleurs âgés***,*** les personnes vulnérables ***et les salariés souffrant d'inhabileté numérique*** peuvent se heurter à des difficultés particulières pour s'adapter aux nouvelles technologies dans le monde du travail; ***reconnaît néanmoins que l'IA est susceptible de rendre les environnements de travail plus inclusifs et plus accessibles pour les personnes handicapées;*** invite dès lors la Commission et les États membres à mettre en place des mesures de soutien inclusives |

et adaptées en vue d'accroître leur participation au marché du travail et de veiller à ce que chacun bénéficie des progrès technologiques;

**Amendement 27**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 14 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***14 bis. invite la Commission et les États membres à mettre en avant l'équité algorithmique en promouvant un véritable contrôle humain ainsi que le développement et l'utilisation d'outils de détection et d'atténuation des biais tout au long du cycle de vie des systèmes de gestion algorithmique;*** |

**Amendement 28**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 15**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 15. souligne que si l'Union entend être à l'avant-garde de la transition numérique, elle doit montrer l'exemple en fixant des normes élevées pour le déploiement de l'IA dans les environnements de travail, y compris des règles claires en matière de transparence et de contrôle humain; se félicite, à cet égard, de la directive (UE) 2024/2831 relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme, qui constitue une première étape importante dans la réglementation de la gestion algorithmique en introduisant, entre autres, des obligations de transparence dans les secteurs où ces technologies déterminent de plus en plus de décisions en matière de travail et de droits des travailleurs; | 15. souligne que si l'Union entend être à l'avant-garde de la transition numérique, elle doit ***non seulement réglementer les technologies émergentes, mais aussi diriger activement leur développement et leur déploiement au sein de l'Union,*** montrer l'exemple ***et devenir une référence mondiale*** en fixant des normes élevées pour le déploiement de l'IA dans les environnements de travail, y compris des règles claires en matière de transparence et de contrôle humain; se félicite, à cet égard, de la directive (UE) 2024/2831 relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme, qui constitue une première étape importante dans la réglementation de la gestion algorithmique ***au travail*** en introduisant, entre autres, des obligations de transparence dans les secteurs où ces technologies déterminent |

| | |
|---|---|
| | de plus en plus de décisions en matière de travail et de droits des travailleurs; ***rappelle en outre l'existence du règlement (UE) 2016/679 et du règlement (UE) 2024/1689, qui prévoient des protections horizontales en ce qui concerne l'utilisation de l'IA et la prise de décision automatisée, y compris dans les environnements de travail;*** |

**Amendement 29**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 15 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***15 bis. reconnaît les possibilités offertes par la numérisation et l'IA d'accroître la productivité, de favoriser l'innovation et de renforcer la compétitivité mondiale de l'Europe; souligne que toute réglementation supplémentaire doit éviter de créer des charges administratives excessives, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME), et ne doit pas freiner l'innovation au travail;*** |

**Amendement 30**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 16**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 16. invite les États membres et les employeurs à reconnaître et à mettre effectivement en œuvre le droit à la déconnexion, garantie fondamentale pour protéger les travailleurs de l'obligation d'être joignables à tout moment ou d'être contrôlés en dehors des heures de travail convenues; | 16. invite les États membres et les employeurs à reconnaître et à mettre effectivement en œuvre le droit à la déconnexion, garantie fondamentale pour protéger les travailleurs de l'obligation d'être joignables à tout moment ou d'être contrôlés en dehors des heures de travail convenues; ***demande en outre la protection effective des droits fondamentaux à la vie privée et à la vie familiale, ainsi que de la liberté d'expression, de réunion et d'association;*** |

**Amendement 31**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 16 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***16 bis. invite les États membres et la Commission à veiller à ce que les entreprises et les institutions publiques européennes aient accès à des outils d'IA fiables et souverains développés conformément aux valeurs démocratiques européennes, en évitant le verrouillage technologique par des fournisseurs situés dans des juridictions en dehors de l'Union;*** |

**Amendement 32**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 17**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 17. souligne que le recours accru à l'IA et à la gestion algorithmique au travail engendre une multitude de défis en matière de protection des données à caractère personnel et ***de respect*** de la vie privée des salariés, ce qui nécessite une analyse approfondie et ***la mise en place de réponses réglementaires adaptées***; | 17. souligne que le recours accru à l'IA et à la gestion algorithmique au travail engendre une multitude de défis en matière ***de traitement digne, de capacité d'action personnelle, d'autonomie et*** de protection des données à caractère personnel et de la vie privée des salariés, ce qui nécessite une analyse approfondie et ***une application efficace du règlement général sur la protection des données***; |

**Amendement 33**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 18**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 18. reconnaît que les entreprises, en particulier les ***petites et moyennes entreprises (***PME***)***, peinent déjà à s'y retrouver dans un environnement réglementaire de plus en plus complexe; invite la Commission à veiller à ce que toute future législation relative à la gestion | 18. ***rappelle que le règlement (UE) 2024/1689*** reconnaît que les entreprises, en particulier les PME, peinent déjà à s'y retrouver dans un environnement réglementaire de plus en plus complexe; invite la Commission à veiller à ce ***qu'il n'y ait pas de chevauchement entre les*** |

| | |
|---|---|
| algorithmique soit conçue dans un but clair de simplification et de facilité de mise en conformité; souligne la nécessité d'orientations, d'outils et de mécanismes de soutien adaptés pour aider les PME à comprendre et à mettre en œuvre efficacement les nouvelles exigences; | ***différents règlements existants et à ce*** que toute future législation relative à la gestion algorithmique ***au travail*** soit conçue dans un but clair de simplification et de facilité de mise en conformité***, en évitant tout chevauchement ou double emploi avec les obligations légales existantes au titre du règlement (UE) 2016/679, du règlement (UE) 2024/1689 et d'autres instruments pertinents de l'Union***; souligne la nécessité d'orientations, d'outils et de mécanismes de soutien adaptés pour aider les PME à comprendre et à mettre en œuvre efficacement les nouvelles exigences; |

**Amendement 34**
**Proposition de résolution**
**Paragraphe 19**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 19. demande à la Commission de présenter, sur la base de l'article 153, paragraphe 2, point b), en liaison avec l'article 153, paragraphe 1, point b), et l'article 16, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, une proposition de directive sur la gestion algorithmique au travail, conformément aux recommandations figurant en annexe; | 19. demande à la Commission de présenter, sur la base de l'article 153, paragraphe 2, point b), en liaison avec l'article 153, paragraphe 1, point b), et l'article 16, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, une proposition de directive sur la gestion algorithmique au travail ***remédiant spécifiquement aux lacunes constatées***, conformément aux recommandations figurant en annexe; |

**Amendement 35**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – considérant 1**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| (1) L'ampleur, la profondeur et la rapidité sans précédent ***des transformations***, ainsi que ***leur*** incidence profonde sur les formes de travail, créent des défis transversaux qui dépassent le cadre des frontières nationales et doivent | (1) L'ampleur, la profondeur et la rapidité sans précédent ***de la transition numérique au travail***, ainsi que ***son*** incidence profonde sur les formes de travail, créent des défis transversaux qui dépassent le cadre des frontières nationales et doivent être traités à l'échelle de |

être traités à l'échelle de l'Union.

l'Union.

**Amendement 36**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – considérant 2**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| (2) Les systèmes de gestion algorithmique devraient être considérés comme des outils et des instruments au service des employeurs et des travailleurs, qui améliorent l'efficacité, facilitent la prise de décision et contribuent à mieux organiser le travail. Lorsqu'ils sont utilisés ***de manière responsable et transparente***, ils favorisent l'adoption de pratiques plus équilibrées et mieux informées sur le lieu de travail. Un déploiement réfléchi, dans le cadre d'un ensemble commun de règles de l'Union, devrait permettre d'exploiter tout leur potentiel et de garantir qu'ils seront mis en œuvre d'une manière qui respecte les droits fondamentaux***,*** favorise la confiance ***et promeuve*** le bien-être général des travailleurs. | (2) Les systèmes de gestion algorithmique ***au travail*** devraient être considérés comme des outils et des instruments au service des employeurs et des travailleurs, qui améliorent l'efficacité, facilitent la prise de décision et contribuent à mieux organiser le travail. Lorsqu'ils sont utilisés ***dans le cadre d'une surveillance humaine rigoureuse et de mécanismes de transparence et de responsabilité, et en consultation avec les représentants des travailleurs***, ils favorisent l'adoption de pratiques plus équilibrées et mieux informées sur le lieu de travail. ***Néanmoins, ces systèmes sont fortement susceptibles de nuire aux conditions de travail équitables, au traitement digne des travailleurs et à l'autonomie***. Un déploiement réfléchi, dans le cadre d'un ensemble commun de règles de l'Union, devrait permettre d'exploiter tout leur potentiel ***tout en atténuant certains de ces risques,*** et de garantir qu'ils seront mis en œuvre d'une manière qui respecte les droits fondamentaux ***et*** favorise la confiance ***tout en améliorant*** le bien-être général des travailleurs. |

**Amendement 37**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – considérant 3**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| (3) Le manque de compréhension du fonctionnement des systèmes de gestion algorithmique ***empêche*** les travailleurs de faire valoir efficacement leurs droits ***en matière de données***, ce qui accentue | (3) ***L'opacité du processus décisionnel est un problème bien connu associé aux outils d'IA en général.*** Le manque de compréhension du fonctionnement des systèmes de gestion algorithmique ***au*** |

encore le déséquilibre du pouvoir en faveur de l'employeur. Les données montrent que la participation des travailleurs et de leurs représentants aux consultations améliore à la fois le rendement au travail et les conditions de travail[4].

[4] OCDE 2023. https://www.oecd.org/en/publications/the-impact-of-ai-on-the-workplace-main-findings-from-the-oecd-ai-surveys-of-employers-and-workers_ea0a0fe1-en.html; https://www.eurofound.europa.eu/en/publications/2020/european-company-survey-2019-workplace-practices-unlocking-employee-potential;

***travail qui en résulte peut empêcher*** les travailleurs de faire valoir efficacement leurs droits ***et peut également leur donner l'impression d'être exclus du processus décisionnel ou de perdre le contrôle***, ce qui accentue encore le déséquilibre du pouvoir en faveur de l'employeur. Les données montrent que la participation des travailleurs et de leurs représentants aux consultations améliore à la fois le rendement au travail et les conditions de travail[4].

[4] OCDE 2023. https://www.oecd.org/en/publications/the-impact-of-ai-on-the-workplace-main-findings-from-the-oecd-ai-surveys-of-employers-and-workers_ea0a0fe1-en.html; https://www.eurofound.europa.eu/en/publications/2020/european-company-survey-2019-workplace-practices-unlocking-employee-potential;

**Amendement 38**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – considérant 4**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| (4) ***Si le règlement sur l'intelligence artificielle constitue une avancée significative dans la réglementation des*** systèmes d'intelligence artificielle ***à haut risque, il reste insuffisant pour relever pleinement les défis posés par la gestion algorithmique au travail***. ***Bien qu'il classe les outils d'intelligence artificielle comme étant à haut risque, il porte en premier lieu sur la mise sur le marché,*** la sécurité ***des produits et les obligations de conformité pour les fournisseurs et les utilisateurs, et non sur la relation entre l'employeur et le travailleur***. ***En outre, il ne s'applique pas aux*** systèmes de gestion algorithmique ***qui ne sont pas fondés sur l'intelligence artificielle: il y a donc une lacune réglementaire dans la prise en*** | (4) ***Le règlement (UE) 2024/1689 constitue une avancée majeure dans la mise en place d'un cadre réglementaire complet pour les*** systèmes d'intelligence artificielle***, y compris ceux déployés dans le cadre des relations de travail***. ***Il s'agit d'une législation applicable horizontalement qui garantit un niveau élevé de protection de la santé, de*** la sécurité ***et des droits fondamentaux contre les effets néfastes de l'IA, notamment ceux des*** systèmes de gestion algorithmique ***sur le lieu de travail reposant sur cette dernière***. ***Certaines dispositions du règlement sur l'intelligence artificielle, notamment celles portant sur l'interdiction d'inférer des émotions sur le lieu de travail et la*** |

| | |
|---|---|
| ***compte de l'incidence au sens large des outils de gestion numérique sur les*** droits des travailleurs***, les conditions de travail et le dialogue social***. | ***catégorisation de certains systèmes d'IA comme étant à haut risque dans le contexte de l'emploi, concernent directement la protection des*** droits des travailleurs***, ce qui nécessite des garanties et des obligations supplémentaires en matière de gestion des risques, de transparence et de contrôle humain. En outre, le règlement sur l'intelligence artificielle prévoit explicitement la possibilité pour l'Union et les États membres de mettre en place des règles plus favorables aux travailleurs.*** |

**Amendement 39**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – considérant 4 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***(4 bis) Bien que le règlement sur l'intelligence artificielle classe beaucoup d'outils d'intelligence artificielle comme étant à haut risque, il porte en premier lieu sur la mise sur le marché, la sécurité des produits et les obligations de conformité pour les fournisseurs et les utilisateurs. Il ne contient pas de dispositions spécifiques sur l'utilisation de systèmes algorithmiques en ce qui concerne les travailleurs ou dans le cadre de la relation de travail, et il ne s'applique pas aux systèmes de gestion algorithmique qui ne sont pas fondés sur l'intelligence artificielle, laissant ainsi la place à une analyse plus approfondie d'une éventuelle lacune réglementaire dans la prise en compte de l'incidence au sens large des outils de gestion numérique sur les droits des travailleurs, les conditions de travail et le dialogue social.*** |

**Amendement 40**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – considérant 5**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| (5) Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil[5] (règlement général sur la protection des données) ***date de 2016 et n'a pas été spécifiquement conçu pour relever les défis particuliers de la protection des données sur le lieu de travail. Depuis lors, les réalités technologiques et du lieu de travail ont considérablement évolué: les dispositions en matière de protection des données dans le cadre des relations de travail, qui laissent actuellement une marge d'interprétation, doivent donc être mises à jour et renforcées***applicables . ***L'article 15, paragraphe 1, point h), du règlement (UE) 2016/679, qui établit les exigences de transparence et les limitations*** du traitement ***des données, ne prévoit des interdictions claires que dans le cas de processus de prise de décision entièrement automatisés. Il n'est donc pas suffisant dans la plupart des contextes liés au travail. En outre, le règlement (UE) 2016/679 adopte une approche individualiste et n'accorde pas de droits collectifs. Depuis son entrée en vigueur, son article 88 relatif à la protection des données à caractère personnel*** des travailleurs ***n'a pas été correctement mis en œuvre et demeure grandement inefficace dans presque tous les États membres[6]***. | (5) Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil (règlement général sur la protection des données) ***fournit un cadre juridique applicable horizontalement pour protéger les droits des personnes physiques à l'égard*** du traitement ***de leurs données à caractère personnel, y compris dans le contexte du travail. Il s'applique sans préjudice du règlement sur l'intelligence artificielle aux systèmes algorithmiques fondés sur l'IA et à ceux qui ne sont pas fondés sur l'IA. Toutefois, afin de garantir que les systèmes de gestion numérique, qu'ils soient fondés ou non sur l'intelligence artificielle, sont utilisés d'une manière qui respecte les droits, la dignité et les conditions de travail équitables*** des travailleurs***, il convient de se demander s'il pourrait être nécessaire d'envisager des mesures complémentaires.*** |

***[5] Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (JO L 119 du 4.5.2016, p. 1).***

***[6] Abraha, H. H., Hauptpersonalrat der Lehrerinnen: Article 88 GDPR and the Interplay between EU and Member State Employee Data Protection Rules («Comité***

***central du personnel des professeures: l'article 88 du RGPD et l'interaction des règles de l'UE et d'un État membre en matière de protection des données d'un salarié»), The Modern Law Review, 2023.***

**Amendement 41**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – considérant 5 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***(5* bis*) Le règlement (UE) 2016/679 a été adopté de manière à être neutre sur le plan technologique et à l'épreuve du temps. Il s'applique au traitement des données à caractère personnel, automatisé en tout ou en partie, et octroie, en son chapitre III, d'importants droits aux personnes concernées. Il leur donne notamment le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris sur un profilage, lorsqu'une telle décision produit des effets juridiques les concernant ou les affecte de manière significative. L'utilisation de systèmes de gestion algorithmique sur le lieu de travail s'inscrit dans le cadre d'un tel traitement. Le règlement (UE) 2016/679 adopte une approche fondée sur les droits individuels. Les dispositions concernant les droits collectifs sont quant à elles limitées.*** |

**Amendement 42**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – considérant 5 ter (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***(5 ter) L'article 22 du règlement (UE) 2016/679 devrait s'appliquer aux décisions d'établissement ou de cessation d'une relation de travail ou d'une relation contractuelle, de renouvellement ou de non-renouvellement d'un accord*** |

***contractuel et de modification de la rémunération qui sont prises uniquement sur la base d'une gestion algorithmique. Ces décisions devraient également faire l'objet d'un réexamen et d'une décision finale par un superviseur humain.***

**Amendement 43**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – considérant 5 quater (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***(5 quater) L'article 88 du règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données à caractère personnel des travailleurs permet en outre aux États membres de prévoir, par la loi ou au moyen de conventions collectives, des règles plus spécifiques pour assurer la protection des droits et libertés dans le contexte du traitement des données à caractère personnel des employés dans le cadre des relations de travail. Cependant, depuis l'entrée en vigueur du règlement (UE) 2016/679, les États membres n'y ont pas beaucoup eu recours[1 bis].*** |
| | ***[1 bis] Abraha, H.: Article 88 GDPR and the Interplay between EU and Member State Employee Data Protection Rules («Comité central du personnel des professeures: l'article 88 du RGPD et l'interaction des règles de l'UE et d'un État membre en matière de protection des données d'un salarié»), The Modern Law Review, 2023.*** |

**Amendement 44**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – considérant 8**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| (8) La présente directive devrait établir des ***normes*** minimales communes de l'Union ***pour l'utilisation*** de la gestion | (8) La présente directive devrait établir des ***exigences*** minimales communes de l'Union ***en ce qui concerne la*** |

| | |
|---|---|
| algorithmique au travail, ***garantissant une transparence et une*** sécurité juridique ***accrues*** dans tous les États membres. En créant des conditions de concurrence équitables pour toutes les entreprises, y compris les ***petites et moyennes entreprises***, elle devrait avoir pour but de favoriser une adoption équitable et responsable des outils de gestion algorithmique. Elle devrait en outre renforcer la clarté et la prévisibilité pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants sans salariés, en enrichissant leur expérience de travail, en favorisant la confiance dans les technologies numériques et en contribuant à atténuer les risques potentiels associés à la prise de décision algorithmique dans le cadre de relations de travail, | ***transparence et le contrôle humain, la responsabilité et l'accès à l'information, ainsi que des exigences en matière de santé et de sécurité dans le contexte*** de la gestion algorithmique au travail, ***afin de renforcer les droits des travailleurs et la*** sécurité juridique dans tous les États membres***, de sorte à protéger les travailleurs contre une surveillance excessive et à soutenir le principe d'action humaine et de contrôle humain des décisions fondées sur l'IA***. En créant des conditions de concurrence équitables pour toutes les entreprises, y compris les ***PME***, elle devrait avoir pour but de favoriser une adoption équitable et responsable des outils de gestion algorithmique au travail. Elle devrait en outre renforcer la clarté et la prévisibilité pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants sans salariés, en enrichissant leur expérience de travail, en favorisant la confiance dans les technologies numériques et en contribuant à atténuer les risques potentiels associés à la prise de décision algorithmique dans le cadre de relations de travail, |

**Amendement 45**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 1 – paragraphe 1**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. La présente directive établit des exigences minimales pour ***l'utilisation transparente*** de ***la*** gestion algorithmique au travail. | 1. La présente directive établit des exigences minimales pour ***la transparence et le contrôle humain, la responsabilité et l'accès à l'information, ainsi que des exigences en matière de santé et de sécurité dans le contexte des systèmes*** de gestion algorithmique au travail. |

**Amendement 46**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 1 – paragraphe 2**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|

| | |
|---|---|
| 2. Elle s’applique à tous les travailleurs et employeurs de l’Union, ainsi qu’aux travailleurs indépendants sans salariés et aux acheteurs de services pertinents. | 2. Elle s’applique à tous les travailleurs et employeurs de l’Union, ainsi qu’aux travailleurs indépendants sans salariés et aux acheteurs de services pertinents, ***et établit des règles plus spécifiques pour garantir la protection des droits et libertés au regard du traitement des données à caractère personnel dans le cadre des relations de travail***. |

**Amendement 47**
**Proposition de résolution**
**Annexe 1 – article 1 – paragraphe 2 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2* bis*.*** ***Le droit de l’Union relatif à la protection des données à caractère personnel et au respect de la vie privée s’applique pleinement au traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la présente directive, qui est sans préjudice des règles énoncées dans le règlement (UE) 2016/679. La présente directive n’a pas d’incidence sur les compétences et les pouvoirs des autorités de contrôle visées dans ledit règlement.*** |

**Amendement 48**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 1 – paragraphe 2 ter (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2* ter*.*** ***La présente directive est sans préjudice des règles énoncées dans le règlement (UE) 2024/1689. Elle n’a pas d’incidence sur les compétences et les pouvoirs des autorités de surveillance du marché prévues par ledit règlement.*** |

**Amendement 49**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 2 – alinéa 1 – partie introductive**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| Aux fins de la présente directive, on entend par: | *(Ne concerne pas la version française.)* |

**Amendement 50**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 2 – alinéa 1 – point 1**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. «gestion algorithmique»: l'utilisation de systèmes automatisés pour contrôler, superviser ou évaluer le travail, ou prendre ou appuyer des décisions ***par des moyens électroniques*** concernant le rendement et les conditions de travail des travailleurs***, y compris de*** systèmes qui ***traitent des données à caractère personnel pour superviser les*** activités dans l'environnement de travail ***ou qui prennent ou appuient des décisions ayant une incidence significative sur les travailleurs ou les travailleurs indépendants sans salariés, telles que des décisions concernant l'organisation*** des tâches, les revenus, la sécurité et la santé, le temps de travail, l'accès à la formation, ***la*** promotion ***et*** le ***statut contractuel***; | 1. «gestion algorithmique ***au travail***»: l'utilisation de systèmes automatisés***, fonctionnant par des moyens électroniques,*** pour contrôler, superviser ou évaluer le travail, ou prendre ou appuyer des décisions concernant le rendement et les conditions de travail des travailleurs salariés ***ou des travailleurs indépendants sans salariés***. ***Il s'agit notamment des*** systèmes qui ***supervisent des*** activités dans l'environnement de travail***, ainsi que de ceux qui influencent ou déterminent des aspects importants de la relation de travail, tels que l'attribution*** des tâches, les revenus, la santé et la sécurité ***au travail***, le temps de travail, l'accès à la formation, ***les possibilités de*** promotion***,*** le ***recrutement et la poursuite ou la résiliation d'une relation contractuelle***; |

**Amendement 51**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 1**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres veillent à ce que les employeurs et les acheteurs de services ***communiquent respectivement à*** leurs salariés et ***aux*** travailleurs indépendants sans salariés avec lesquels ils ont conclu un contrat, ainsi ***qu'à*** leurs représentants, ***des informations écrites sur*** l'utilisation effective ou prévue de systèmes de gestion | 1. Les États membres veillent à ce que les employeurs et les acheteurs de services ***informent*** leurs salariés et ***les*** travailleurs indépendants sans salariés avec lesquels ils ont conclu un contrat, ainsi ***que*** leurs représentants, ***par écrit et de manière claire et compréhensible, de*** l'utilisation effective ou prévue de systèmes de gestion algorithmique au travail***, conformément*** |

| | |
|---|---|
| algorithmique au travail. | ***aux articles 12, 13 et 14 du règlement (UE) 2016/679 et à l'article 50 du règlement (UE) 2024/1689***. |

**Amendement 52**
**Proposition de résolution**
**Annexe 1 – article 3 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1* bis*.*** ***Les États membres veillent à ce que les employeurs et les acheteurs de services qui utilisent des systèmes de gestion algorithmique au travail, agissant en tant que déployeurs au sens de l'article 3, point 4, du règlement (UE) 2024/1689, prennent dûment connaissance de la notice d'utilisation, telle que prévue à l'article 13, paragraphe 3, dudit règlement, de chaque système de gestion algorithmique particulier avant son déploiement sur le lieu de travail, y compris de toutes les circonstances connues ou prévisibles susceptibles d'entraîner des risques pour la santé et la sécurité ou les droits fondamentaux de leurs travailleurs.*** |

**Amendement 53**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 2 – partie introductive**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Les informations visées au paragraphe 1 comprennent: | 2. Les informations visées au paragraphe 1 ***sont présentées conformément au règlement (UE) 2016/679 et*** comprennent: |

**Amendement 54**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 2 – point a**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| a) une ***indication claire du fait que*** | a) une ***description de la finalité du*** |

| | |
|---|---|
| ***des systèmes*** de gestion algorithmique ***sont utilisés ou vont*** l'être***, y compris une description générale de leur finalité***; | ***système*** de gestion algorithmique ***déployé ou qui va*** l'être; |

**Amendement 55**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 2 – point b**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| b) ***les catégories de données que ces systèmes collectent et traitent en ce qui concerne les travailleurs salariés ou les travailleurs indépendants sans salariés, y compris*** les données relatives ***à leur*** comportement et ***à leur*** rendement au travail, ainsi que les types d'actions ou d'activités surveillées; | b) les données relatives ***au*** comportement et ***au*** rendement au travail ***des travailleurs et des travailleurs indépendants sans salariés***, ainsi que les types d'actions ou d'activités surveillées; |

**Amendement 56**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 2 – point c**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| c) ***une déclaration claire indiquant si les données collectées sont utilisées pour prendre des décisions de manière automatisée et, s'il y a lieu,*** une description de la nature et de la portée de ces décisions. | c) ***les catégories de décisions prises ou soutenues par des systèmes de gestion algorithmique et*** une description de la nature et de la portée de ces décisions. |

**Amendement 57**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 3 – partie introductive**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Les informations visées au paragraphe 1 sont communiquées: | 3. Les informations visées au paragraphe 1 sont communiquées ***à la demande du travailleur ou du travailleur indépendant sans salariés et, en tout état de cause, au début de la procédure de recrutement ou de sélection ou le premier jour de travail dans le cas des travailleurs indépendants sans salariés. En outre, les*** |

| | |
|---|---|
| | ***informations sont communiquées avant l'introduction de modifications conformément à l'article 4, paragraphe 1.*** |

**Amendement 58**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 3 – point a**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| ***a) au plus tard le premier jour de travail pour les travailleurs salariés et le premier jour du contrat pour les travailleurs indépendants sans salariés;*** | ***supprimé*** |

**Amendement 59**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 3 – point b**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| ***b) avant l'introduction de changements ayant une incidence significative sur les conditions de travail, l'organisation du travail ou le suivi et l'évaluation du rendement au travail;*** | ***supprimé*** |

**Amendement 60**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 3 – point c**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| ***c) à tout moment à la demande du travailleur salarié ou du travailleur indépendant sans salariés.*** | ***supprimé*** |

**Amendement 61**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 4 – alinéa 1**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| Les informations visées au paragraphe 1 sont présentées ***d'une manière claire et*** | Les informations visées au paragraphe 1 sont présentées ***conformément à*** |

| | |
|---|---|
| ***facile à comprendre***. ***Les États membres veillent à ce que les employeurs et les acheteurs de services communiquent les informations*** d'une manière qui soit adaptée au niveau d'habileté numérique raisonnablement attendu des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants sans salariés, en évitant d'utiliser un langage inutilement technique ou complexe. | ***l'article 12 du règlement (UE) 2016/679,*** d'une manière qui soit adaptée au niveau d'habileté numérique raisonnablement attendu des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants sans salariés, en évitant d'utiliser un langage inutilement technique ou complexe. ***Lorsqu'ils communiquent ces informations, les employeurs et les acheteurs de services tiennent compte des personnes vulnérables, telles que les personnes handicapées ou celles qui ne peuvent pas lire, et adaptent la méthode de communication si nécessaire.*** |

**Amendement 62**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 4 – alinéa 2**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Les États membres veillent à ce que les informations visées au paragraphe 1 soient communiquées dans des formats accessibles aux personnes handicapées.*** | ***supprimé*** |

**Amendement 63**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 3 – paragraphe 5**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| ***5. La communication d'informations prévue par le présent article est limitée à ce qui est strictement nécessaire pour que le travailleur salarié ou le travailleur indépendant sans salariés accomplisse son travail, comprenne comment les systèmes algorithmiques influencent les décisions qui le concernent et exerce ses droits.*** | ***supprimé*** |

**Amendement 64**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 4 – paragraphe 1**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres veillent à ce que le déploiement de nouveaux systèmes de gestion algorithmique ou les mises à jour des systèmes existants qui ont une incidence directe sur la rémunération, les modalités de travail ou le temps de travail des travailleurs soient considérés comme des décisions susceptibles d'entraîner des modifications importantes dans l'organisation du travail ou dans les contrats de travail et, en tant que tels, fassent l'objet d'une consultation conformément à l'article 4, paragraphe 2, point c), de la directive 2002/14/CE. | 1. Les États membres veillent à ce que le déploiement de nouveaux systèmes de gestion algorithmique ***au travail*** ou les mises à jour des systèmes existants qui ont une incidence directe sur la rémunération, les modalités de travail ou le temps de travail des travailleurs ***et des travailleurs indépendants sans salariés*** soient considérés comme des décisions susceptibles d'entraîner des modifications importantes dans l'organisation du travail ou dans les contrats de travail et, en tant que tels, fassent l'objet d'une consultation conformément à l'article 4, paragraphe 2, point c), de la directive 2002/14/CE. |

**Amendement 65**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 4 – paragraphe 2 – point a**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| a) les objectifs du déploiement ou de la mise à jour ***ainsi que*** les processus de travail et les travailleurs concernés; | a) les objectifs du déploiement ou de la mise à jour ***du système de gestion algorithmique,*** les processus de travail et les travailleurs ***et travailleurs indépendants sans salariés*** concernés ***par ce système***; |

**Amendement 66**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 4 – paragraphe 2 – point c**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| c) les effets ***en matière de*** santé et ***de*** sécurité au travail; | c) les effets ***du système de gestion algorithmique sur la*** santé et ***la*** sécurité au travail; |

**Amendement 67**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 4 – paragraphe 2 – point d**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| d) les types de données collectées; | d) les types de données collectées ***par le système de gestion algorithmique***; |

**Amendement 68**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 4 – paragraphe 2 – point d bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) la documentation pertinente prévue par l'article 11 du règlement (UE) 2024/1689 pour les systèmes d'IA à haut risque déployés ou utilisés au travail.*** |

**Amendement 69**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 4 – paragraphe 2 – point e**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| ***e) les mesures mises en place pour détecter et atténuer les biais ou les effets discriminatoires;*** | ***supprimé*** |

**Amendement 70**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 5 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres veillent à ce ***qu'il soit interdit aux*** employeurs et ***aux*** acheteurs de services ***de traiter des données*** à caractère personnel concernant: | 1. Les États membres veillent à ce que ***les*** employeurs et ***les*** acheteurs de services ***ne traitent aucune donnée*** à caractère personnel ***au moyen de systèmes de gestion algorithmique au travail*** concernant: |

**Amendement 71**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 5 – paragraphe 1 – point a**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|

| | |
|---|---|
| a) l'état émotionnel ou psychologique des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants sans salariés; | a) l'état émotionnel ou psychologique des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants sans salariés***, conformément à l'interdiction d'inférer les émotions d'une personne physique dans le cadre du travail établie par l'article 5, paragraphe 1, point f), du règlement (UE) 2024/1689***; |

**Amendement 72**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 5 – paragraphe 1 – point c**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| c) des conversations privées; | c) les conversations privées***, y compris les communications électroniques et les conversations avec d'autres travailleurs et les représentants des travailleurs, sauf lorsque ce traitement est licite conformément à l'article 6, paragraphe 1, point c) ou d), du règlement (UE) 2016/679***; |

**Amendement 73**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 5 – paragraphe 1 – point f**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| f) ***des déductions relatives à l'origine raciale ou ethnique, au statut migratoire, aux opinions politiques, aux convictions religieuses ou philosophiques, au handicap, à l'état de santé, à l'appartenance syndicale ou à l'orientation sexuelle***. | f) ***les catégories particulières de données à caractère personnel visées à l'article 9 du règlement (UE) 2016/679***. |

**Amendement 74**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 6 – paragraphe 1**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres veillent à ce que les employeurs et les acheteurs de services | 1. ***En ce qui concerne les systèmes de gestion algorithmique au travail qui ne*** |

| | |
|---|---|
| assurent à tout moment un contrôle humain effectif de tous les systèmes de gestion algorithmique déployés sur le lieu de travail. Ils veillent également à ce que les employeurs et les acheteurs de services désignent l'entité chargée de surveiller le fonctionnement et l'incidence de ces systèmes, y compris leur conformité avec les normes juridiques, de santé, de sécurité et éthiques applicables, ainsi que de réexaminer leurs décisions, et à ce qu'ils en informent les travailleurs salariés, les travailleurs indépendants sans salariés et leurs représentants. | ***sont pas prévus par le règlement (UE) 2024/1689,*** les États membres veillent à ce que les employeurs et les acheteurs de services assurent à tout moment un contrôle humain effectif de tous les systèmes de gestion algorithmique déployés sur le lieu de travail. Ils veillent également à ce que les employeurs et les acheteurs de services désignent ***la personne ou*** l'entité chargée de surveiller le fonctionnement et l'incidence de ces systèmes, y compris leur conformité avec les normes juridiques, de santé, de sécurité et éthiques applicables, ainsi que de réexaminer leurs décisions, et à ce qu'ils en informent les travailleurs salariés, les travailleurs indépendants sans salariés et leurs représentants. |

**Amendement 75**
**Proposition de résolution**
**Annexe 1 – article 6 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1* bis*.*** ***Les États membres veillent à ce que les mesures restent proportionnées et accessibles, en évitant de faire peser sur les employeurs une charge administrative interne excessive et des obligations de déclaration disproportionnées.*** |

**Amendement 76**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 1 – paragraphe 1 ter (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 ter. Les États membres veillent à ce que les employeurs et les acheteurs de services qui utilisent la gestion algorithmique au travail informent leurs travailleurs de leur droit de contester une décision fondée sur une décision individuelle automatisée, y compris sur un profilage, prévu à l'article 22 du règlement (UE) 2016/679, et de leur droit*** |

| | |
|---|---|
| | ***à l'explication des décisions individuelles, prévu à l'article 86 du règlement (UE) 2024/1689.*** |

**Amendement 77**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 6 – paragraphe 2 – alinéa 1**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres veillent à ce que les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants sans salariés aient le droit, sur demande, d'obtenir de l'employeur ou de l'acheteur de services une explication orale ou écrite concernant toute décision ayant une incidence sur les aspects essentiels de leur relation de travail ou de leur relation contractuelle, y compris la répartition des tâches, l'évaluation du rendement, la planification du temps de travail, la rémunération et les mesures disciplinaires, lorsqu'une décision relative à ces questions a été prise ou a été fortement influencée par un système algorithmique. | ***Sans préjudice de l'article 15 du règlement (UE) 2016/679, ou de l'article 26, paragraphe 7 et de l'article 86 du règlement (UE) 2024/1689,*** les États membres veillent***, même dans les cas où ces règlements ne s'appliquent pas,*** à ce que les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants sans salariés aient le droit, sur demande, d'obtenir de l'employeur ou de l'acheteur de services une explication orale ou écrite concernant toute décision ayant une incidence sur les aspects essentiels de leur relation de travail ou de leur relation contractuelle, y compris la répartition des tâches, l'évaluation du rendement, la planification du temps de travail, la rémunération et les mesures disciplinaires, lorsqu'une décision relative à ces questions a été prise ou a été fortement influencée par un système algorithmique. |

**Amendement 78**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 6 – paragraphe 2 – alinéa 2**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| L'explication visée au premier alinéa est fournie dans un délai raisonnable et dans un format accessible et compréhensible pour le travailleur salarié ou le travailleur indépendant sans salariés concerné. | L'explication visée au premier alinéa ***et au premier alinéa bis*** est fournie dans un délai raisonnable et dans un format accessible et compréhensible pour le travailleur salarié ou le travailleur indépendant sans salariés concerné. |

**Amendement 79**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 6 – paragraphe 3**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| ***3. Les États membres veillent à ce que les décisions concernant l'établissement ou la cessation d'une relation de travail ou d'une relation contractuelle, le renouvellement ou le non-renouvellement d'un accord contractuel et toute modification de la rémunération ne soient pas prises uniquement sur la base d'une gestion algorithmique. Ces décisions font également l'objet d'un réexamen et d'une décision finale par un superviseur humain.*** | ***supprimé*** |

**Amendement 80**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 6 – paragraphe 4**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Les États membres veillent à ce que les représentants des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants sans salariés puissent demander à l'employeur ou à l'acheteur de services de procéder à un réexamen du fonctionnement des systèmes de gestion algorithmique ***en place*** lorsqu'il existe une crainte justifiée que ces systèmes présentent des biais ou des défaillances systémiques ou constituent une menace pour le bien-être mental ou physique des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants sans salariés ou pour la santé et la sécurité au travail. | 4. ***En ce qui concerne les systèmes de gestion algorithmique visés au paragraphe 1,*** les États membres veillent à ce que les représentants des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants sans salariés puissent demander à l'employeur ou à l'acheteur de services de procéder à un réexamen du fonctionnement des systèmes de gestion algorithmique ***au travail*** lorsqu'il existe une crainte justifiée que ces systèmes présentent des biais ou des défaillances systémiques ou constituent une menace pour le bien-être mental ou physique des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants sans salariés ou pour la santé et la sécurité au travail. ***Les États membres veillent à ce que ce réexamen ne permette pas d'identifier les personnes concernées, excepté si l'identification est expressément demandée par le salarié ou le travailleur indépendant sans salariés concerné. Tout*** |

| | |
|---|---|
| | ***traitement de données à caractère personnel au cours de ce réexamen est conforme au règlement (UE) 2016/679.*** |

**Amendement 81**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 7 – paragraphe 1 – point a**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| a) évaluent les risques des systèmes de gestion algorithmique pour la sécurité et la santé des travailleurs, en particulier les risques éventuels d'accidents du travail, les risques psychosociaux et ergonomiques ou les pressions indues exercées sur les travailleurs; | a) évaluent***, sur la base de la notice d'utilisation mise à la disposition de l'employeur ou de l'acheteur de services agissant en tant que déployeur conformément au règlement (UE) 2024/1689,*** les risques des systèmes de gestion algorithmique pour la sécurité et la santé des travailleurs, en particulier les risques éventuels d'accidents du travail, les risques psychosociaux et ergonomiques ou les pressions indues exercées sur les travailleurs; |

**Amendement 82**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 7 – paragraphe 1 – point c**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| c) établissent des mesures de prévention et ***de protection*** appropriées. | c) établissent des mesures de prévention et***, sur la base du risque détecté à la suite des évaluations visées aux points a) et b), d'atténuation*** appropriées. |

**Amendement 83**
**Proposition de résolution**
**Annexe 1 – article 8 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1*** **bis.** ***Les autorités chargées du suivi et du contrôle de l'application du règlement (UE) 2016/679 et du règlement (UE) 2024/1689, agissant chacune dans le cadre de leurs compétences respectives, coopèrent entre elles et avec les autorités*** |

***compétentes pour faire appliquer la présente directive. Sans préjudice des articles 79 et 82 du règlement (UE) 2016/679, les États membres garantissent le droit de recours des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants sans salariés.***

**Amendement 84**
**Proposition de résolution**
**Annexe I – article 8 – paragraphe 2 – point b**

| *Proposition de résolution* | *Amendement* |
|---|---|
| b) l'absence de biais et de discrimination dans la conception, le déploiement ou le fonctionnement de ces systèmes; | b) l'absence de biais et de discrimination dans la conception, le déploiement ou le fonctionnement de ces systèmes***, et notamment d'éventuelles incidences sur les groupes vulnérables***; |

## ANNEXE: DÉCLARATION DES CONTRIBUTIONS

La rapporteure pour avis déclare, sous sa responsabilité exclusive, n'avoir inclus dans son avis aucune contribution de représentants d'intérêts relevant du champ d'application de l'accord interinstitutionnel sur un registre de transparence obligatoire[1], ou de représentants des autorités publiques de pays tiers, y compris leurs missions diplomatiques et ambassades, devant être énumérés dans la présente annexe en vertu de l'article 8 de l'annexe I du règlement intérieur.

[1] Accord interinstitutionnel du 20 mai 2021 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sur un registre de transparence obligatoire (JO L 207 du 11.6.2021, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/agree_interinstit/2021/611/oj).

## INFORMATIONS SUR L'ADOPTION
## PAR LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

| | |
|---|---|
| **Date de l'adoption** | 23.9.2025 |
| **Résultat du vote final** | +: 55<br>–: 8<br>0: 3 |
| **Membres présents au moment du vote final** | Magdalena Adamowicz, Abir Al-Sahlani, Giuseppe Antoci, Jaume Asens Llodrà, Pernando Barrena Arza, Nikola Bartůšek, Ioan-Rareş Bogdan, Krzysztof Brejza, Saskia Bricmont, Jorge Buxadé Villalba, Jaroslav Bžoch, Caterina Chinnici, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Alessandro Ciriani, Paulo Cunha, Lena Düpont, Marieke Ehlers, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Branko Grims, Evin Incir, Irena Joveva, Erik Kaliňák, Marina Kaljurand, Mariusz Kamiński, Fabienne Keller, Moritz Körner, Alice Kuhnke, András László, Fabrice Leggeri, Jeroen Lenaers, Juan Fernando López Aguilar, Erik Marquardt, Michael McNamara, Nadine Morano, Matjaž Nemec, Ana Miguel Pedro, Emil Radev, Ilaria Salis, Birgit Sippel, Petra Steger, Cecilia Strada, Tineke Strik, Georgiana Teodorescu, Alice Teodorescu Måwe, Tomas Tobé, Tom Vandendriessche, Charlie Weimers, Ewa Zajączkowska-Hernik, Alessandro Zan, Javier Zarzalejos, Tomáš Zdechovský |
| **Suppléants présents au moment du vote final** | Alex Agius Saliba, Konstantinos Arvanitis, Fredis Beleris, David Casa, Monika Hohlmeier, Nikola Minchev, Javier Moreno Sánchez, Leoluca Orlando, Gaetano Pedulla', Pekka Toveri, Maciej Wąsik |
| **Députés visés à l'art. 216, par. 7, du règlement intérieur présents au moment du vote final** | Isilda Gomes, Joanna Scheuring-Wielgus, Marion Walsmann, Kosma Złotowski |

## VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL
## PAR LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

| 55 | + |
|---|---|
| ECR | Alessandro Ciriani, Mariusz Kamiński, Georgiana Teodorescu, Maciej Wąsik, Kosma Złotowski |
| NI | Erik Kaliňák |
| PPE | Magdalena Adamowicz, Fredis Beleris, Krzysztof Brejza, David Casa, Caterina Chinnici, Paulo Cunha, Lena Düpont, Branko Grims, Jeroen Lenaers, Nadine Morano, Ana Miguel Pedro, Emil Radev, Pekka Toveri, Marion Walsmann, Javier Zarzalejos, Tomáš Zdechovský |
| PfE | Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba, Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, András László, Fabrice Leggeri, Petra Steger, Tom Vandendriessche |
| Renew | Abir Al-Sahlani, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Irena Joveva, Fabienne Keller, Moritz Körner, Michael McNamara, Nikola Minchev |
| S&D | Alex Agius Saliba, Isilda Gomes, Evin Incir, Marina Kaljurand, Juan Fernando López Aguilar, Javier Moreno Sánchez, Matjaž Nemec, Joanna Scheuring-Wielgus, Birgit Sippel, Cecilia Strada, Alessandro Zan |
| Verts/ALE | Jaume Asens Llodrà, Saskia Bricmont, Alice Kuhnke, Erik Marquardt, Leoluca Orlando, Tineke Strik |

| 8 | - |
|---|---|
| ECR | Charlie Weimers |
| PPE | Ioan-Rareş Bogdan, Monika Hohlmeier, Alice Teodorescu Måwe, Tomas Tobé |
| The Left | Konstantinos Arvanitis, Pernando Barrena Arza, Ilaria Salis |

| 3 | 0 |
|---|---|
| ESN | Ewa Zajączkowska-Hernik |
| The Left | Giuseppe Antoci, Gaetano Pedulla' |

Légende des signes utilisés:
+ : pour
- : contre
0 : abstention